

**Compte-rendu du Congrès du Conseil Départemental
du Mouvement de la Paix. qui s'est déroulé samedi 14 octobre de 15 à 19 heures.**

Présents : Mireille Brun, René Le Bris, Martine Lebel, Jean-Claude Garnier, André Le Corre, Annick et Claude Ruelland, Régine Scaps, Claude Simon, Françoise Talem, Jacques Véron-Bocquel, et notre invité Michel Thouzeau.

Excusés : Viviane et Jean-Bernard Bourdiel, Michel Charon, Denise de Monte, Amandine Dulong, Bernard Gy, Renée Lagrange, Florine Le Bris, Jacqueline Le Corre, Cécile et Pierre Leclercq, Denis Lemercier, Florence Quesney et Denise Nicolas-Taron.

Ordre du jour :

1ère partie : contribution au congrès national en choisissant d'approfondir quatre des huit priorités proposées par le conseil national avec la participation de Michel Thouzeau du secrétariat national.

2ème partie :

a) **rapport financier** ; quitus donné à Martine pour son rapport qui a mis en évidence que nos finances sont saines malgré une baisse de nos adhésions de 82 en 2016 à 63 en 2017, avec trois grosses rentrées d'argent en 2015-2016 (subventions obtenues pour nos actions de formations de bénévoles, de promotion de la culture de la paix et d'éducation à une citoyenneté de paix) ; grosses dépenses en 2017 dont la banderole "En Marche pour la Paix" (200 euros) et la sono de rue pour environ 900 euros.

b) **rapport d'activité** ; points de repères complémentaires à la page 4 de "La Colombe" :

- Notre campagne pour l'**élimination des armes nucléaires**,
- 24 septembre 2017 : **"quatre heures pour la Paix"** au Mémorial,
- Décembre 2016- janvier 2017 : **pétition et 3 rassemblements pour "mettre fin dans les plus brefs délais aux souffrances des peuples du Moyen-Orient"**,
- Mars-Mai 2017 : exigences pacifistes dans les campagnes électorales, **interpellation des candidats aux législatives dans le Calvados**,
- Septembre 2017 : **" Un origami pour la paix »** dans 5 classes + une nouvelle activité d'éducation à la paix en partenariat avec la municipalité d'Hérouville St Clair (Maison du Citoyen) et l'UNCMT autour de la Journée Internationale de la Paix.

La discussion a porté essentiellement sur les prolongements à donner à cette activité. Ont été évoqués :

1. Le festival des solidarités (Novembre) ?
2. **La campagne ICAN**
3. Le spectacle "Ma guerre d'Algérie" en janvier,
4. Le film "La bombe et nous" ?
5. Le spectacle "La maniement des larmes" le 1 février,
6. la constitution d'un comité ou conseil régional ?
7. **La campagne d'adhésions, d'abonnement à PP,**
8. La nécessité de rendez-vous de formation ?
9. La reconduction de nos "4 heures pour la paix" en 2018 ?

Deux initiatives en direction du Conseil Régional et de son Président, Hervé Morin, ont fait l'objet d'un débat. Première discussion sur le texte de la lettre que Claude Simon a proposé d'adresser dès lundi 16 à Hervé Morin pour lui demander d'intervenir auprès du Président de la République pour que notre pays ratifie le Traité pour l'interdiction des armes nucléaires (voir pièce jointe). La deuxième discussion a porté sur la décision de prendre notre place ou non en tant qu'association oeuvrant pour la promotion de la culture de la paix et pour l'éducation à la paix dans le Forum mondial "Normandie pour la Paix" qui se déroulera pour la première fois à Caen en juin

2018 à l'initiative du Conseil Régional. La décision de principe a été d'inscrire notre mouvement dans cet événement et de le faire savoir à Hervé Morin et aux conseillers régionaux.

c) Par rapport à ces objectifs ambitieux, le **problème que nous devons tenter de résoudre ensemble**, c'est celui de **l'organisation de notre conseil départemental, de la prise en charge des tâches et des initiatives**. Ainsi, pour cette rentrée, nous n'avons pas été en capacité de renouveler nos "4 heures pour la paix".

Pour commencer à résoudre ce problème d'animation, j'ai proposé :

1. **un secrétariat départemental provisoire** chargé d'organiser un fonctionnement a minima de notre association : 4 AG, en janvier, avril, juin et début septembre
2. **une prise en charge individuelle** des 3 événements "théâtre/cinéma" par Régine (Le maniement des larmes), Régine et Jacques (le film La Bombe et Nous", et moi (Ma Guerre d'Algérie".
3. **Des groupes de projets** qui se réunissent régulièrement d'une manière totalement autonome, avec pour mission de concevoir des initiatives, de les proposer pour accord, de les organiser, de communiquer à leur sujet et d'être la cheville ouvrière de leur réalisation dans les domaines suivants :
 - a) interdiction des armes nucléaires
 - b) promotion d'une culture de la paix (dont le Forum mondial)
 - c) renforcement du mouvement
 - d) éducation à la paix.

Cette proposition n'a pas été critiquée, mais, dans le temps de notre congrès, rien de concret n'a été réalisé. Nous faisons donc appel à chacun-e pour nous faire savoir dès que possible dans lequel de ces domaines (y compris le secrétariat provisoire) il-elle est en mesure de s'impliquer compte tenu de ses centres d'intérêts et de ses disponibilités, pour un démarrage aussi rapide que possible de nos initiatives.

Extraits d'interventions dans les débats :

1ère partie :

Jacques Véron-Bocquel : La France ne fait pas une politique de "sécurité", mais le contraire : elle met en danger la paix et la sécurité des français comme d'autres peuples. La bonne question est : "Comment penser une politique alternative, une politique de défense et de sécurité ?".... Le complexe militaro-industriel dicte sa politique aux dirigeants gouvernementaux et on assiste à une militarisation de la société française, en particulier autour des équipements nucléaires. Lecture conseillée : "Le militaire, une histoire française" de Claude Serfati, mais aussi "La 3ème guerre mondiale est sociale" de Bernard Thibault. Le nucléaire est une filière à enjeux militaires et sécuritaires de la production d'uranium au Mali jusqu' au stockage des déchets, notamment les piscines du Cotentin cibles potentielles. Certaines installations industrielles dépassent les capacités de gestion humaine, phénomène accéléré par le monde numérique qui vient, le Mouvement de la Paix doit s'investir à hauteur de ces enjeux.

Mireille Brun : Après avoir regretté l'absence de référence à l'Afrique et au Maghreb dans le projet de document stratégique, elle a évoqué la situation gravissime en Algérie et le situation à haut risque en Nouvelle Calédonie à l'occasion du référendum en novembre 2018. Elle a également dénoncé l'hypocrisie de nos dirigeants par rapport aux événements qui se déroulent au Yémen avec l'accélération des livraisons d'armes à l'Arabie saoudite au plus fort de la guerre... Elle nous fait part d'un article porté à la connaissance publique par Médiapart commentant l'attribution du prix Nobel

de la Paix comme "un triomphe de la niaiserie correcte". Elle dénonce le franc CFA comme une arme de domination et d'exploitation de la France sur les pays d'Afrique et, soulevant la question des "armes" dont nous disposons pour mener nos combats, elle a évoqué les armes juridiques en prenant comme exemple celui d'équipes caennaises contre le Maroc.

Information : un colloque international "Agir en justice au nom des générations futures" aura lieu les 17 et 18 novembre à Caen, avec la participation, entre autres, de Jean-Marie Collin, expert de ICAN France et vice-président de IDN (Paul Quilès) sur "Le traité sur l'interdiction des armes nucléaires, vers de nouvelles actions en justice de protection des générations futures". Je me suis inscrit.

Jean-Claude Garnier : Après avoir rappelé le lien entre désarmement et développement et nous avoir informé d'une relance des activités des mouvements de la paix africains dans ce domaine, Jean-Claude a souhaité qu'un groupe de travail national se penchant sur cette question permette d'y voir plus clair et donne des arguments pour mener la bataille internationale, en ayant des contacts avec ces mouvements de la paix africains.

Claude Ruelland : Toutes ces questions sont importantes et nos groupes de travail nationaux doivent produire des analyses et des outils dans tous ces domaines. Cependant, ce que j'attends du congrès national, c'est de définir ce qu'on entend par "une autre politique de la France" (objectif 2), en incarnant l'exigence de réduction des dépenses militaires dans deux domaines : mettre fin aux interventions militaires et à la modernisation de l'arsenal nucléaire, et en dénonçant le commerce des armes et en exigeant que notre pays mette fin à ce commerce, ne conservant une industrie de l'armement que pour les moyens de la défense. Politique qui exige de penser et réaliser une politique de diversification/reconversion de ces industries.

Michel Thouzeau : mon rôle est d'enregistrer toutes les questions que vous voulez voir ajoutées au document stratégique. En ce qui concerne la question d'une vraie politique de défense, avec le Livre Blanc pour la Paix, nous avons construit un outil en partenariat avec 25 associations et des contributions de 21 autres. Cet outil ne se contente pas de dénoncer la politique actuelle de nos gouvernants ; il fait des propositions concrètes pour une véritable politique de paix et de sécurité pour la population française et les peuples du monde entier, dans l'esprit des huit domaines d'action visant la promotion d'une culture de la paix. A propos du nucléaire, il retient un passage dans un communiqué de la région Bretagne : "Les économies réalisées sur le nucléaire militaire (en mettant fin à la modernisation de l'arsenal de la France) seront utilisables, entre autre, pour développer les recherches sur d'autres sources d'énergie". En ce qui concerne la campagne ICAN, des amis pacifistes de tous les pays dotés de l'arme nucléaire ont été invités à participer à notre congrès.

Claude Simon : lecture de sa proposition de lettre à Hervé Morin (voir lettre jointe).

Claude Ruelland : présentation de larges extraits de la brochure du Conseil Régional sur son projet de Forum Mondial "Normandie pour la Paix" mettant en valeur la volonté de rassembler les chefs d'Etat et de gouvernements... intellectuels, chercheurs, philosophes **ainsi que de nombreuses figures de la société civile et de l'engagement citoyen** pour débattre de sécurité internationale...", de porter une ambition politique autour des valeurs de paix et de liberté en soulignant que "**la Normandie soutient la province d'Hiroshima et son association Mayors for Peace qui lutte pour le désarmement nucléaire..**". Le projet envisage la mobilisation de toutes les composantes de nos sociétés... sans oublier les représentants de la société civile avec un programme qui prévoit, outre des conférences publiques (de dirigeants internationaux, experts, personnalités...), des ateliers-débats et expositions de la société civile qui mettront ehn valeur les contributions de la société civile à

la promotion de la paix et des manifestations culturelles. Sachant que "La Normandie soutient les initiatives locales et encourage le développement d'actions nouvelles en faveur de la promotion des valeurs universelles de paix et de liberté... (et qu'un) **label "Normandie pour la paix"** a été défini", proposition est faite aux associations, ... d'obtenir cette labellisation – et le financement correspondant – pour des projets qui respectent le "cahier des charges" **qui** encourage :

- la préservation du patrimoine mémoriel... le traitement des questions mémorielles pour favoriser une culture de la paix,
- **la promotion, la sensibilisation et l'éducation à la paix ...**
- la coopération internationale..." ,...

... ne faut-il pas décider de participer à ce "Davos de la Paix" en considérant qu'il y a une "niche" à occuper, ou faut-il oeuvrer à un "contre événement" comme cela avait été le cas en 2014 quand la Région, la ville de Caen et le Mémorial avaient co-organisé le (soi-disant) "Forum de la Liberté et de la Solidarité" les 4 et 5 juin 2014 pour "Réaffirmer l'alliance économique transatlantique" ajoutant que "Le renouvellement de la relation transatlantique, plus de 60 ans après le Plan Marshall, est une question d'actualité. »

La discussion a conclu à la dimension nationale et même internationale de l'événement, que deux comités de préparation à dimensions locale et nationale devrait être mis sur pied. L'attribution du prix Nobel de la paix à ICAN est un argument de poids pour la participation des organisations qui ont participé à sa campagne, la dimension juridique et écologique (livre de ben Cramer) pouvant être mis en avant parmi les sujets pouvant être abordés dans des ateliers. D'où la préparation d'une 2ème lettre à Hervé Morin.

2ème partie :

1. A propos du rapport financier : en ce qui concerne la baisse du nombre des adhérents, en dehors de "négligences" individuelles, Martine nous a fait remarquer deux secteurs importants : les amis de Dives-sur-mer dont le comité local a été dissout il y a deux ans et des UL-CGT. Michel, qui connaît bien la région de Dives/mer propose de prendre contact avec nos amis et nous allons faire de même en direction des UL-CGT... en visant la reprise d'adhésion en 2018. D'une manière générale, l'idée est d'étendre nos partenariats avec des associations diverses, adhérentes ou non à notre mouvement, en leur demandant instamment de désigner un correspondant chargé de la relation avec nous.

Martine Lebel : on a décidé de mettre à leur disposition (contre légère participation financière) notre sono de rue ; on peut également leur proposer d'utiliser notre expo "Femmes de Paix"...

2. A propos du rapport d'activité : le congrès s'est plutôt intéressé aux trois années à venir à partir du bilan présenté par Claude Simon : "En huit ans, nous avons collecté 7136 signatures sur pétition papier... Il faut y ajouter celles qui n'ont pas été comptabilisées : signatures en lignes et cartes postales envoyées à Hollande dont chacun devait me donner le chiffre. Mais peu y ont pensé... La nouvelle pétition est adressée à Macron, au gouvernement et aux parlementaires à l'initiative du collectif "En marche pour la Paix" qui regroupe 115 organisations françaises. Comme pour la campagne précédente, je veux bien en assurer le suivi... A ce jour il y a 344 signatures collectées."

Pour renforcer la nouvelle campagne déjà dynamisée par l'attribution du prix Nobel de la Paix, l'idée retenue est de trouver le moyen d'avoir des initiatives en partenariat avec celles des 115

organisations membres au plan national du collectif "En marche pour la Paix". On a cité la CGT, bien sûr, mais aussi Solidaires, la FSU, le SNES...

Elargissant le champ, la question a été soulevée de mener une véritable campagne d'opinion (sinon, ça ne sert à rien de sortir un Livre Blanc pour la Paix). Exemple : obtenir de la librairie "Le Brouillon de culture" un événement concernant cette publication avec une vitrine dans laquelle seraient mises en valeurs nos publications d'actualité. Michel a signalé que les expositions de la "boutique" du national sont très pratiques d'utilisation dans les maisons de quartier, centres sociaux, ...

L'efficacité des interventions du mouvement pacifiste en général dépend de deux dimensions : l'organisation du travail en collectifs (Collectif de Solidarité palestine 14, collectif "Nous ne céderons pas", ...) et de la capacité du Mouvement de la Paix d'y contribuer, ce qui suppose renforcement, renouvellement et formation. La question des jeunes a été abordé, d'autant qu'on assiste à une offensive militariste en direction des jeunes par le biais du programme d'"Education Morale et Civique" à l'école, l'offre de périodes spécialement conçues pour les **jeunes** ayant soit de découverte de l'armée de terre, ou encore le dispositif « Défense 2e chance »... Pour mener à bien une "offensive" militante en direction des jeunes la participation des organisations de jeunesse est indispensable : UNEF, MRJC, JOC, ... prendre contact pour un partenariat.

Nous avons conclu nos travaux en partageant un pot d'amitié pour fêter le prix Nobel de la Paix avec Françoise Villy et Gaël Letellier de l'UL-CGT d'Hérouville St Clair qui nous ont rejoint à la fin de notre congrès.